

Une Zone Unique au tarif de la zone 1-2, c'est possible !



Le droit à la mobilité pour toutes et tous est un droit fondamental. Les ménages consacrent une part toujours plus importante de leur budget aux transports (jusqu'à 25% en Île-de-France), alors que les salaires stagnent et que les prix des biens de première nécessité explosent.

Déjà confrontés à la galère quotidienne des transports en commun, des millions de salarié-e-s franciliens subissent une triple peine : plus on habite loin du centre, plus on s'épuise dans les transports, et plus on paie cher.

Elu-es et militant-es communistes se mobilisent pour que chacun-e, où qu'il vive en Île-de-France, puisse disposer de transports abordables, de qualité et respectueux de l'environnement.

Pour une zone unique en Île-de-France

Débat

10 décembre 2011 - 9h - 12h

Espace Reuilly

21, rue Hénard Paris 12^e

**Face à la libéralisation du
transport ferroviaire,
quelle politique de service
public en 2012 ?**

Avec :

Pierre Laurent, secrétaire national
du PCF

Pascale Le Neouannic, secrétaire
du PG

Christian Picquet, Président de
GU

Et la participation de responsables
syndicaux et d'associations d'usagers

Les transports doivent être abordables pour toutes et tous ! De nombreux Francilien-nes renoncent à prendre les transports ou achètent leurs tickets à l'unité, faute de pouvoir acheter un pass Navigo.

C'est pourquoi nous proposons une zone unique en Ile-de-France. Après avoir obtenu la suppression des zones **6, 7 et 8**, nous voulons aller plus loin : une seule région, un seul tarif, une seule zone : le droit à la mobilité, c'est aussi le droit de s'appropriier la métropole, d'en découvrir toute la diversité. **Le prix doit être le même que l'on vive à Paris, Champs-sur-Marne, Mantes-la-Jolie, Evry, Villeneuve-la-Garenne, La Courneuve, Champigny ou Pontoise.**

Après des années de bataille sur cette proposition, des élu-e-s du PS ou d'Europe Ecologie-Les Verts ont repris cette proposition. **Nous avons été mobilisés pour qu'elle ne soit pas dévoyée, tant sur le tarif (les chiffres avancés allaient de 78 à plus de 100 € par mois !) de cette zone unique que sur son financement.**

Nous avons toujours défendu une zone unique au tarif des zones 1-2, sans opposer les populations défavorisées de petite couronne à celles de grande couronne. La zone unique doit être une **véritable mesure de justice sociale et territoriale pour toutes et tous.**

Nous nous félicitons qu'enfin l'ensemble de la gauche ait repris cette proposition. La gauche doit maintenant engager la bataille pour obtenir les moyens nécessaires à cette grande mesure.

Mobilisons nous pour faire contribuer les entreprises !

Pour créer cette zone unique au tarif de la zone 1-2, nous proposons d'augmenter la contribution des entreprises (le « versement transport »), en la mettant au même niveau dans toute l'Île-de-France, ce qui rapporterait 800 millions d'euros : assez pour financer la zone unique et permettre d'investir pour améliorer la qualité des transports.

Toute explosion des tarifs serait intolérable. Alors que la droite et les marchés financiers imposent sans cesse de nouveaux plans de rigueur aux peuples, nous refusons de les faire payer davantage.

Nous refusons aussi de faire financer la zone unique par les collectivités : cela reviendrait à faire payer les contribuables ou à amputer leurs politiques au service des Francilien-nes.

C'est bien aux entreprises de contribuer à l'amélioration des transports : quand les salarié-e-s galèrent dans les transports, c'est toute l'économie qui trinque. **Les entreprises sont les premières bénéficiaires de l'amélioration des transports, qu'elles y contribuent est légitime et nécessaire.** Elles seraient également les premières bénéficiaires d'une zone unique au tarif de la zone 1-2, qui ferait baisser d'autant la part qu'elle rembourse des forfaits Navigo actuels.

Le MEDEF nous joue la complainte des entreprises étranglées. Mais si le versement transport empêchait le développement économique, alors pourquoi Paris et les Hauts-de-Seine, où il est le plus élevé, connaissent le plus fort développement économique ? Les entreprises comme les salarié-e-s ont intérêt à l'amélioration des transports en commun !

Les sénatrices et sénateurs communistes, républicains et citoyens porteront cette proposition de hausse du versement transport dès décembre au Sénat. La nouvelle majorité de gauche du Sénat doit soutenir cette proposition au service des usagers !

Le versement transport, kezaoko ? C'est la contribution des entreprises aux transports en commun. Son taux est plus fort à Paris et dans le 92 et moins important en grande couronne. Ces zones, qui datent de 1971, ne correspondent plus à la situation économique. Les communistes proposent un taux unique en Île-de-France, à 2,6%.

Au-delà de la zone unique : Les élu-e-s communistes et Front de gauche sont engagés pour une tarification plus juste. Nous avons déjà obtenu la gratuité des transports pour les chômeurs, les bénéficiaires du RSA et leurs familles, ainsi que pour les jeunes en insertion et des tarifs réduits (- 75 %) pour les précaires.

Nous voulons continuer à étendre ces mesures. Nous avons ainsi proposé le dézouage le week-end pour permettre aux Francilien-nes de se déplacer partout en Île-de-France avec leur forfait habituel.

Face à un système de zones particulièrement complexe et inégalitaire — les prix varient du simple au double entre tickets et abonnés pour le RER ou les Transiliens —, nous réclamons une refonte totale du système de tarification et notamment des billets.

Renforcer l'offre et la qualité de service pour répondre aux urgences.

Les usagers ont besoin de transports plus nombreux et de meilleure qualité. La Région a engagé un vaste plan de mobilisation pour les transports de 32,5 milliards d'euros en 15 ans, qui prévoit l'amélioration des RER, la création de nouvelles lignes de tramways, le prolongement de métros, et la création d'un métro en rocade tout autour de Paris, le « Grand Paris Express ». Ces projets doivent se concrétiser, et il faudra aller encore plus loin, pour désaturer la ligne 13, renforcer la présence humaine sur l'ensemble du réseau, renouveler les rames de métros...

Hausse de la TVA : le gouvernement fait une nouvelle fois payer les usagers !

Le "super plan d'austérité" annoncé par François Fillon augmentera la TVA sur les forfaits et tickets de 5,5 % à 7 %. Alors qu'ils annonçaient qu'elle ne toucherait pas les biens de première nécessité, ce sont tous les usagers qui vont être touchés ! Une décision injuste que nous combattons.



Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

E-mail : _____ Tél : _____